

notre nation ne viennent que d'être entreprises. Nous nous sommes efforcés de préserver notre diversité. Trente pour cent des Canadiens ont le français comme langue maternelle et notre nouvelle constitution garantira cette dualité.

Mais nos chemins ont divergé il y a plus de 200 ans, bien que nos objectifs soient essentiellement restés les mêmes. Cette séparation des voies a mené à des institutions politiques différentes et même à une perception différente du rôle du gouvernement.

Les Canadiens, au contraire de leurs voisins américains, s'attendent à ce que leurs gouvernements participent à la vie économique nationale et à ce qu'ils aident à unir et développer un territoire énorme, sous-peuplé et géographiquement impitoyable. C'est pourquoi ils n'ont aucune objection de principe à l'intervention du gouvernement. Ils s'accommodent des réseaux de radio et de télévision d'État, des compagnies aériennes nationales, de la famille de sociétés gravitant autour du Canadien national, de Pétro Canada et d'une foule d'autres initiatives gouvernementales.

Mais l'intervention du gouvernement n'est pas non plus érigée en principe. Il s'agit d'une réaction canadienne pragmatique à un ensemble de circonstances données, et ne reflète aucunement un quelconque malaise philosophique devant le rôle de l'entreprise privée. Le secteur privé a été et restera le moteur de notre développement économique. Nous croyons fermement, tout comme vous, qu'une société libre n'est pas possible sans une économie libre.

Nos économies respectives ont des structures fort différentes. La nôtre n'a que le dixième de la taille de la vôtre, et elle est plus tributaire des industries de ressources primaires. Notre base manufacturière est plus exiguë. Bien qu'ils soient parallèles sur nombre d'aspects, nos intérêts économiques respectifs divergent sur certains points spécifiques importants. Au cours des vingt dernières années, le débat public au Canada sur le degré de divergence souhaitable ou possible s'est centré sur la question de la propriété étrangère.

Le Canada arrive à maturité. Tout comme vous, lorsque vous étiez à notre stade de développement, les Canadiens ne sont pas satisfaits d'avoir autant de centres de décisions économiques à l'extérieur de leur pays. Un certain noyau d'indépendance économique nationale est nécessaire, même dans ce monde interdépendant.

Les Canadiens reconnaissent volontiers les avantages que leur ont apportés les investissements